



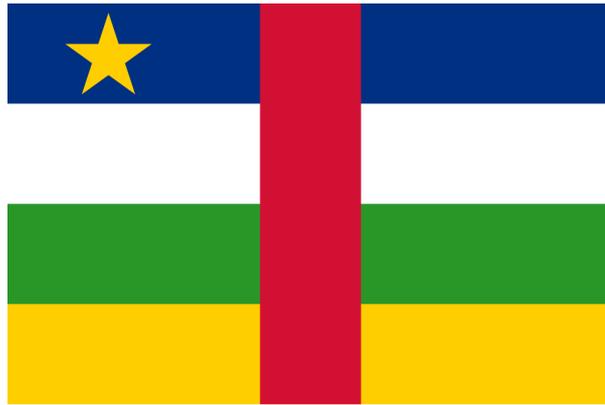
BULLETIN D'INFORMATION

FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX EN REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE (PBF -RCA) N°01-2024



FONDS POUR LA

**CONSOLIDATION DE
LA PAIX** 



Histoires de succès

I. RCA: 25 000 actes de naissance délivrés aux centrafricains, pour faciliter leur participation aux prochaines élections locales prévue en Avril 2025.

Plus de 25 000 centrafricains en âge de voter, parmi lesquelles les personnes déplacées et autres personnes vulnérables ont obtenu au mois de juin 2024, des actes de naissance grâce auxquels, elles pourront participer aux élections locales prévues au mois d'avril 2025. La facilitation de la délivrance de ces pièces d'identité a été effectuée dans le cadre du projet "Appui au dialogue social et communautaire inclusif pour la RCA", mis en œuvre conjointement par le #PNUD et l'#ONUFEMME sur financement du fonds pour la consolidation de la paix, PBF en anglais.



1 - Bangui, le premier ministre du gouvernement centrafricain conduit la cérémonie de remise des actes de naissances

Ces élections locales étant une des priorités du gouvernement centrafricain pour consolider la paix et renforcer la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire et promouvoir une gouvernance et un développement local, le projet a apporté son appui dans la promotion pour une participation inclusive et pacifique des communautés, à ces élections.

« C'est une bonne chose d'avoir des documents d'identité ! ça nous permettra de participer aux élections locales prévues en Octobre prochain! Nous serons soulagées que des femmes puissent participer massivement au processus de ces élections, en sensibilisant les autres s'inscrire sur les listes électorales, travailler au sein même des bureaux de vote et élire pourquoi pas, une femme maire de la ville de Mongoumba ? » S'exprime de joie, Bokuma Marie, une des femmes autochtones AKA, qui a reçu son attestation de naissance.

Comme Bokuma Marie, plusieurs personnes vulnérables et/ou déplacées couraient le risque de non-participation aux élections locales par manque de pièce d'identité, conformément aux conditions de participation aux élections définies dans le code électoral du 2 Juillet 2024.

Le projet **“Appuis au dialogue social et communautaire inclusif pour la paix en RCA”** mis en œuvre conjointement par l'ONUFEEMME et le PNUD dans les régions Nord-Ouest et Sud-est du pays avec un budget total de \$3 508 593 , est venu apporter des réponses à des causes structurelles des communautés locales à participer aux consultations à la base. Cette initiative a permis de combler le gap structurel des dialogues regroupant en priorité les acteurs majeurs au niveau central qui se traduit par une faible implication des populations à la base dans les processus de négociation et de mise en œuvre des accords de paix en RCA. Il a ainsi contribué à la promotion du dialogue social et communautaire inclusif favorisant la résilience du capital social des communes des régions du nord-ouest et du Sud-Est les plus affectées par les multiples crises, y compris les tensions pré et post-électorales de 2020/2021.

Consultez [ici](#) le rapport du projet.

II. A Nola, le système d'alerte précoce renforce la lutte des femmes contre les violations des droits humains.



2 - RCA, femme défenseuse des droits humains, dans une réunion de consultations à la base

Les femmes défenseuses des droits humains de Nola, chef-lieu de la sous préfecture de la Sangha - Mbaéré en République centrafricaine accroissent leur dynamisme dans la signalisation et le référencement des cas des violations des droits humains et principalement celles basées sur le genre.

Ce dynamisme est favorisé par la mise en place de la stratégie de protection et sécurisation communautaire ainsi que l'utilisation des mécanismes d'alerte précoce par les organisations des femmes. Le système d'alerte précoce permet de communiquer rapidement toute nouvelle information susceptible de prévenir, éviter, atténuer ou éliminer un risque de protection.

Ce mécanisme fait partie des différents appuis que reçoivent les femmes défenseuses des droits humains dans le cadre du projet **“Soutien et renforcement des réseaux des défenseuses des droits humains pour une contribution durable à la consolidation de la paix en RCA”**. Avec un budget \$2 000 000 financé par le Fond pour la Consolidation de la Paix, ce projet est mis en œuvre par le PNUD et l'ONUFEMME. Grâce à cette initiative, une chaîne de communication de l'alerte a été mise en place, les services disponibles de référencement pour la prise en charge des cas de violations des droits humains sont opérationnels.

Ce projet apporte des changements d'ordre structurel et institutionnel à Nola. Il s'agit entre autres de la bonne collaboration et interaction entre les personnels de l'administration publique et la communauté et avec les acteurs judiciaires dans la même zone. Dans le cadre de cette collaboration, le président du Tribunal de Grande Instance de Nola a permis au réseau de femmes de mettre en place un comité pour accompagner les femmes victimes de Violence basées sur le Genre (VBG) et produire les statistiques mensuelles des cas enregistrés au sein du tribunal y compris celles subies par les défenseuses des droits humains dans le travail quotidien.

En juin 2024, la Maison de l'Enfant et de la Femme Pygmées (MEFP), une organisation des défenses des droits humains à Nola, partenaire de mise en œuvre du projet, a indiqué dans son rapport semestriel que 28 cas des violations des droits humains ont été documentés dans la ville entre janvier et juin 2024. Une première pour cette localité où seulement 4 cas de VBG avaient été signalés pour toute l'année 2023, selon le rapport annuel du cluster violence basées sur le genre en RCA, publié en décembre 2023.

“Les violations des droits humains et celles basées sur le genre en particulier ont longtemps affectés nos communautés ! Malheureusement, les gens n'en parlaient pas. Et même quand nous, les femmes défenseuses essayions d'en parler nous étions aussi menacées ! Mais depuis que nous sommes soutenues par ce projet, nous avons réussi à mobiliser les autorités, et toute la communauté au tour de la lutte contre ces violations. Nous sommes soulagées de voir que les dénonciations se font et les victimes sont orientées vers différentes institutions de prises en charge judiciaires ou sanitaires, selon le cas” Banga Léonie la coordinatrice de MEFP.

A l'instar de la ville de Nola, 1000 femmes défenseuses de droits humains de Bouar, Bangassou et Bangui aussi, bénéficient de l'accompagnement du projet. Cet accompagnement consiste à apporter un appui technique aux femmes (formations en droits humains, technique de suivi et rapportage des cas des violations des droits humains) ainsi qu'un appui en autonomisation financière en vue d'accroître les capacités de leur leadership, d'influence et de plaidoyer afin qu'elles puissent participer équitablement aux initiatives de consolidation de la paix.

III. Peace Building Funds, un outil catalyseur des initiatives pour la paix en République centrafricaine



3 - Bangui, studio radio Guira FM: une émission de sensibilisation sur la paix

Après la crise politico-militaire de 2013, la RCA a fait des progrès importants dans le processus de paix et de stabilité. Le gouvernement centrafricain vient de se doter de son Plan National de Développement (PND) 2024-2028, qui vise à faire de la RCA « un pays prospère, disposant d'un capital humain de qualité et des infrastructures résilientes et durables, fondé sur un Etat de droit plus inclusif axé sur les principes de la bonne gouvernance ».

La consolidation de la paix faisant toujours partie des priorités de ce plan national de développement, les investissements du fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix ouvrent à la RCA une brèche de mobilisation des fonds supplémentaires, afin d'accroître les initiatives de la paix et de stabilité en vue d'un développement harmonieux et durable se basant sur le nexus humanitaire, développement, paix.

En vue de s'aligner à ses priorités nationales, le PBF développe un cadre de résultats stratégiques pour ses investissements, conformément au cadre de coopération des Nations Unies, les priorités des Institutions Internationales Financières (IFIs) telles que la Banque Mondiale, l'Union Européenne et le Banque Africaine de développement. Cette opportunité permet d'identifier le " créneau " pour les investissements du PBF au cours des 5 prochaines années et de développer des indicateurs et un mécanisme de suivi conjoint pour aider à démontrer les résultats de la consolidation de la paix à un niveau plus élevé. En termes d'initiative pilote, le PBF et la Banque africaine de développement travaillent actuellement sur un projet conjoint dont les bonnes pratiques seront capitalisées en vue de renforcer les synergies et la cohérence dans les interventions en matière de consolidation de la paix dans le pays.

Un million d'euros supplémentaires pour promouvoir et protéger les droits et libertés collectifs et individuels par le renforcement des défenseurs des droits humains et la participation citoyenne en RCA.



4 - L'UE visite des projets PBF mis en œuvre par le PNUD

Le projet "Soutien et renforcement des réseaux des défenseuses des droits humains pour une contribution durable à la consolidation de la paix en RCA" financé par le PBF et mis en œuvre par le PNUD et l'ONUFEMME en partenariat avec Avocat Sans Frontières (ASF), a permis à ce dernier de mobiliser 1 210 000 euros au près de l'Union Européenne pour combler les gaps en matière de renforcement des réseaux des défenseurs des droits humains. Alors que les investissements PBF ont particulièrement ciblé les femmes défenseuses des droits humains en vue d'accroître leurs leaderships et leur capacité d'influence et de plaider afin qu'elles puissent participer équitablement aux initiatives de consolidation de la paix, à la vie politique et publique. Dans la même dynamique, les investissements de l'Union Européenne ciblent les hommes et femmes défenseurs des droits humains dans les milieux plus isolés pour contribuer au déploiement et à la structuration des initiatives menées par les défenseurs des droits humains centrafricains à Bangui et dans l'arrière-pays.

"Le projet "Défenseuses des droits humains ,actrices de la consolidation de la paix" mis en œuvre en partenariat par le PNUD et ASF du 15 février 2021 au 14 août 2022 ; ainsi que le projet "Soutien et renforcement des réseaux des défenseuses des droits humains pour une contribution durable à la consolidation de la paix en République centrafricaine" mis en œuvre actuellement par le PNUD et ONUFemmes dans lequel ASF inscrit son action en tant que partenaire du PNUD, ont permis de poser les premiers jalons d'une intervention sur les femmes défenseuses des droits humains, nous permettant d'avoir accès à une lecture plus approfondie des réalités plus générales de l'action des défenseurs des droits humains de manière spécifique dans les zones de Bangui, la Nana-Mambere, Mambere Kadéi et la Sangha Mbaere. Ainsi, la compréhension du contexte qu'il en ressort a permis de nourrir et de développer une approche différenciée et complémentaire à ces deux projets mettant en avant la nécessité d'une intervention plus large et permettant d'atteindre des individus et groupes de défenseurs plus isolés et moins structurés, en partie dans ces zones similaires." Explique Victor ODEMENT directeur pays d'Avocat Sans Frontière en RCA.

Depuis Janvier 2024, grâce à ce financement de l'UE, Avocat sans frontière met en œuvre le projet "Gbou Kôkô" un mot Sango qui signifie Défendre.

Cinq millions d'euros pour appuyer les initiatives de lutte contre la traite des personnes en RCA.



5 - Bangui, célébration de la journée internationale de lutte contre la traite des personnes par l'OIM.

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) vient de mobiliser un financement de l'Union Européenne de 5, 000, 0000 EURO pour appuyer le gouvernement centrafricain dans la lutte contre la traite des personnes. Ce financement qui s'étend sur trois ans va aussi appuyer la mise en œuvre de la loi nationale de lutte contre la traite des personnes. Cette loi centrafricaine promulguée en septembre 2022 ainsi que le plan d'action national de lutte contre la traite des personnes, avaient été élaborés avec l'appui technique de l'OIM et de l'ONUDC sur financement du fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix.

“Avec le financement du PBF, l'OIM a apporté diverses aides techniques pour le développement du plan d'action de lutte contre la traite des personnes et l'élaboration de la loi de lutte contre les personnes en république centrafricaine promulguée le 29 Septembre 2022. Nous avons un nouveau financement de 3 ans avec l'Union Européenne qui nous permettra de travailler davantage avec les autorités et les victimes de traite des personnes en RCA” affirme Bakary Doumbia chef de mission de l'ONU Migration en RCA, à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la lutte contre la traite des personnes célébrée en différé le 31 Juillet 2024 à Bangui.

Portefeuille PBF en RCA



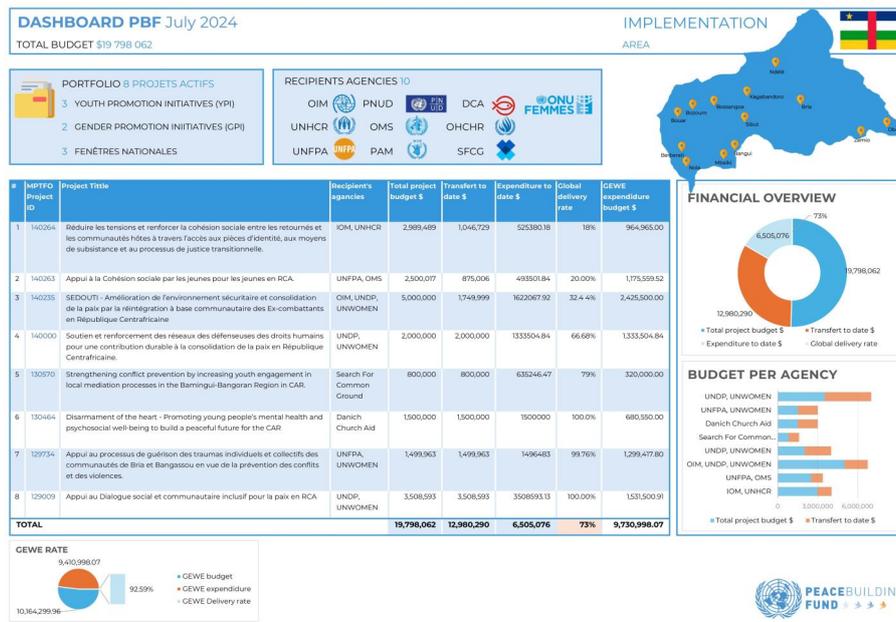
Bien qu'ayant contribué à des progrès importants dans le processus de paix et de stabilité depuis 2008, le PBF continue de soutenir les initiatives de consolidation de la paix en République centrafricaine. Son soutien à la mise en œuvre du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (2017-2023), la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) signé le 06 février 2019 et la feuille de route conjointe de Luanda pour la paix adoptée le 16 septembre 2021 a été reconnu par les autorités centrafricaines selon le rapport d'une mission technique du PBSO en mars 2023 grâce son efficacité, sa flexibilité et ses effets catalytiques. Toutefois, la République centrafricaine demeure un pays fragile au regard des défis persistants liés à la gouvernance démocratique, la justice, les droits humains et l'insécurité, les inégalités entre les sexes, la discrimination contre des groupes spécifiques, les violences basées sur le genre etc.

Le soutien du PBF aux efforts de consolidation de la paix demeure pertinent et constant avec aujourd'hui un portefeuille actif de **\$19 798 062** dans les domaines de réintégration communautaire des ex combattants, la cohésion sociale, la santé mentale, les droits humains, le dialogue social et communautaire. Les initiatives en cours sur les solutions durables et la sécurité aux frontières dans le cadre de son plan d'investissement 2024 renforcent ces investissements dans le pays. La prise en compte inconditionnelle de la participation des femmes et des jeunes dans ses initiatives de promotion de l'égalité des genres et jeunes (GYPI), constitue une valeur ajoutée dans le processus de consolidation de la paix.

En effet, le portefeuille est complémentaire de ceux des autres partenaires multilatéraux du pays, en particulier l'Union Européenne, la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement, avec lesquels un dialogue stratégique est maintenu pour réduire les risques de duplication et favoriser les synergies et cohérence et la mise à profit du nexus humanitaire, développement, paix.

Le Fonds, dont l'action porte sur l'ensemble des piliers autour desquels s'organisent les activités de l'ONU en RCA, appuie les interventions intégrées des organismes des Nations Unies et constitue un mécanisme unique pour favoriser une approche intégrée des interventions de l'équipe pays des Nations-Unies et la MINUSCA dans le pays. Il travaille en étroite collaboration avec le gouvernement pour la mise en œuvre de ses priorités et soutient également la société civile/Organisation non gouvernementale dans leurs interventions en faveur de la paix.

De 2008 à 2024, le fonds a alloué **132, 611,462 \$** avec des effets catalytiques importants.



Nouvelles du PBF en RCA

Élaboration du Cadre de résultats Stratégique du PBF

Saisissant l'opportunité du nouveau plan national de développement et du précédent Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix, DPPA/PBSO a déployé un consultant senior par le biais de sa Partnership Facility, en vue d'appuyer le DSRSG/RC/HC dans le cadre d'un exercice d'alignement stratégique impliquant le gouvernement, les institutions financières internationales (IFIs) telles que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement, l'UE et l'ONU, y compris la MINUSCA. L'objectif de ce processus est de développer un cadre de résultats conjoint permettant une meilleure coordination des interventions, de mesurer la consolidation de la paix, mais également d'améliorer la cohérence des futurs investissements du PBF.



6 - Réunion de consultation des experts PBF avec la société civile

Contacter le secrétariat PBF en RCA

Secrétariat PBF/ Bureau du coordonnateur Résident :

Adresse : MINUSCA HQ-PK4 AV.B. Boganda

Anatole N'DOMA, Coordonnateur Du Secrétariat PBF par intérim/Expert en Suivi & Evaluation

Téléphone : +236 7550 7595

E-mail : ndomaa@un.org

Clarisse ZIHINDULA, analyste communication et rapportage P

Téléphone : +236 74 40 81 81

E-mail : clarisse.zihindula1@un.org